



## AIDES A LA REALISATION D'AIRES DE LAVAGE DES PULVERISATEURS (USAGE AGRICOLE — PORTEURS NON AGRICOLES)

### FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

**Sous-mesure 4.3 A du Programme de Développement Rural de Franche-Comté**  
**Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information.**  
**Veuillez transmettre l'original à la Direction Départementale des Territoires (DDT) du**  
**département du siège de votre exploitation et conserver un exemplaire :**

- **DDT du Doubs** : 6 rue Roussillon / BP 1169 / 25003 BESANÇON CEDEX. Tel : 03.81.65.62.62.
- **DDT du Jura** : 4 rue du curé Marion / BP 50356 / 39015 Lons le Saunier Cedex. Tel : 03.84.86. 80.00.
- **DDT de Haute-Saône** : 24-26 Boulevard des alliés / 70014 Vesoul Cedex. Tel : 03.63.37.92.00.
- **DDT du Territoire de Belfort** : Place de la Révolution française / 90020 Belfort Cedex. Tel : 03.84.58.86.86.

Tous les documents mentionnés dans cette notice sont téléchargeables sur le site internet de votre DDT ou sur le site

<http://www.europe-bfc.eu/>

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : \_\_\_\_\_

Date

de

réception : \_\_\_\_\_

### DENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : \_\_\_\_\_  
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

☐ Aucun numéro attribué (fournir une pièce d'identité ou un Kbis accompagné des statuts de la société)

VOTRE CIVILITE : *cochez la case appropriée*

☐ Madame

☐ Monsieur

VOTRE STATUT JURIDIQUE : \_\_\_\_\_

**VOTRE NOM de naissance pour les individuels ou votre RAISON SOCIALE pour les personnes morales :**

\_\_\_\_\_

**VOTRE NOM d'usage pour les individuels ou votre APPELLATION COMMERCIALE pour les personnes morales : (le cas échéant)**

\_\_\_\_\_

**Votre Prénom pour les bénéficiaires privés :** \_\_\_\_\_

**Date de naissance : (à compléter uniquement pour les demandeurs individuels)** \_\_\_\_\_

**Pour les personnes morales :**

Date de création : \_\_\_\_\_

NOM du représentant légal : \_\_\_\_\_

Prénom du représentant : \_\_\_\_\_

Qualité du représentant légal : \_\_\_\_\_

NOM, Prénom du responsable du projet (si différent) : \_\_\_\_\_

*Ne pas compléter si vos coordonnées sont déjà connues du service instructeur*

N° de télécopie : | | | | | | | | | | Mèl : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

(Si oui, vous devez joindre le mandat)

BIC | | | | | | | | | | | |

*Si l'étude du projet, la réalisation et le suivi des travaux sont confiés à un maître d'œuvre autorisé indiquer ses coordonnées.*

N° de télécopie : | | | | | | | | | | Mél : .....

N° de télécopie : | | | | | | | | | | Mél : .....

Sinon, merci de préciser : Code postal | | | | | Commune : \_\_\_\_\_

## DESCRIPTION du PROJET

Intitulé du projet \_\_\_\_\_

Description du  
projet :

---

---

---

---

---

**Déroulement du projet :**

Date prévue de début de projet : \_\_\_\_/ 20\_\_\_\_ (mois, année)

date prévue de fin de projet : \_\_\_\_/ 20\_\_\_\_ (mois, année)

## DEPENSES PREVISIONNELLES

Veuillez indiquer le montant global de votre projet : \_\_\_\_\_ euros

### **a) Investissements projetés**

(Veuillez vous reporter à la notice d'information sur laquelle figure la liste des investissements)

Libellé de l'investissement projeté	Nombre de matériel	Montant Total (HT)
Montant Total		

### **b) Frais généraux**

Catégorie	Postes	Montant HT (€)	Nom des entreprises correspondant aux devis
IMMATÉRIEL	DEXEL		
	Diagnostic énergie GES		
	Autres : Etude de conception, maîtrise d'œuvre, publicité		
	<b>Total</b>		

### **c) dépenses immatérielles**

Catégorie	Postes	Montant HT (€)	Nom des entreprises correspondant aux devis
IMMATÉRIEL	Logiciel informatique		

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financiers	Montant en €	Réservé à l'Administration
<b>Financiers publics</b>		
Montant de l'aide sollicitée au titre de L'opérations 4.3A		
Montant des aides sollicitées hors opération 4.3.A		
<b>Total financiers publics</b>		
<b>Autofinancement du porteur de projet</b>		
<b>Emprunts *) (prévus par le porteur de projet)</b>		
<b>TOTAL général = coût du projet</b>		

\*) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire : ☐ oui ☐ non

## INDICATEURS

Nombre d'emplois créés Homme (en ETP) :

Nombre d'emplois créés Femme (en ETP) :

## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

### Cocher les cases correspondant à votre demande et vos obligations

Je demande (nous demandons) à bénéficier:

- ☐ des aides à la réalisation d'aires de lavage et de remplissage des pulvérisateurs

#### Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ☐ ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet,
- ☐ ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- ☐ avoir pris connaissance des délais de réalisation de mon projet (cf notice),
- ☐ avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- ☐ l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma situation et concernant le projet d'investissement,
- ☐ être à jour de ma redevance émise par l'Agence de l'eau,
- ☐ n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé.
- ☐ le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- ☐ respecter les conditions d'âge au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D161-2-1-19 du code de la sécurité sociale),
- ☐ respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information),
- ☐ ne pas avoir déjà atteint le plafond d'assiette éligible au titre de ce type d'opération, avec des demandes antérieures sur la programmation 2015-2020,
- ☐ être informé(s) que ma(notre) demande d'aide fera l'objet d'une sélection. En fonction des critères de priorités définis régionalement, et/ou par manque de crédits affectés à cette opération, mon(notre) dossier peut ne pas être retenu.
- ☐ avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet/de l'accusé de réception de mon dossier complet,
- ☐ **Je m'engage (nous nous engageons) à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la date portée dans l'accusé réception du dossier attestant la complétude du dossier délivré par le service instructeur.**
- ☐ **Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**
- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter de la date de la notification de la décision de subvention,
  - à informer le service instructeur de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,
  - à respecter les règles de la commande publique, le cas échéant
  - à me(nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides prévues par le PDR de FC,
  - à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
  - à mettre en place la publicité de l'aide européenne conformément aux dispositions décrites dans la notice d'information de la sous-mesure 4.3, type d'opération 4.3A,
  - maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions ayant bénéficié des aides pendant une durée de **cinq ans** à compter du paiement final de l'aide européenne, poursuivre mon(notre) activité agricole au sens de l'article 311.1 du code rural pendant cette période, ou en cas de cession avant les 5 ans, à transmettre ces constructions à un agriculteur qui s'engage à respecter mes(nos) engagements,
  - à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide,

**IMPORTANT :**

**Je suis informé/ nous sommes informés :**

- qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat membre est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans.

- que, l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont la Région Franche-Comté, le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt et l'Agence de services et de paiement (ASP). Conformément à la loi « informatique et liberté » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la DDT.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

☐ j'autorise

☐ je n'autorise pas <sup>(2)</sup>

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

<sup>(2)</sup> Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Nom, prénom et signature(s) du demandeur avec le cachet de la structure

# LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur ou de projet concerné	A fournir à la DDT au plus tard le dernier jour de l'appel à projets			A transmettre jusqu'à la date de complétude (2)
		Pièce jointe au dépôt du dossier	Pièce déjà fournie au service instructeur (1)	Sans objet	
Exemplaire original de la demande complétée et signé	Tous	<input type="checkbox"/>			
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) <sup>(1)</sup>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
En cas de travaux, preuve de la propriété ou autorisation du propriétaire		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Devis détaillés des travaux ou investissements : au moins <b>un devis</b> pour tous les <b>postes au dépôt du dossier et 2 ou 3 devis si projets non prévus dans le référentiel, à la date de complétude (cf. notice)</b>	Porteurs privés	<input type="checkbox"/>			3 <sup>ème</sup> devis uniquement <input type="checkbox"/>
Dans le cas d'un porteur soumis au code des marchés publics, devis descriptifs et estimatifs prévisionnels détaillés du coût des travaux par nature de dépense fourni par le maître d'œuvre préalablement à la consultation	Porteurs publics	<input type="checkbox"/>			
Formulaire de confirmation du respect des règles de la commande publique, daté et signé	Porteurs publics	<input type="checkbox"/>			
Documents comptables : - Lorsque la subvention est supérieure à 23 000 € tous financeurs confondus : dernière liasse fiscale complète ou les derniers bilans et compte de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un - Lorsque la subvention est inférieure ou égale à 23 000 € : éléments comptables au 31/12 N-1 : CA, EBE, RE, Résultat net, capitaux propres, dettes financières, crédits de trésorerie, total du bilan, effectifs salariés	Porteurs privés Concerne les demandeurs astreints à la tenue d'une comptabilité.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Avis bancaire (l'avis doit porter sur le plan de financement et fixer le montant minimum de la subvention auquel l'accord de la banque est conditionné)	Tout porteur ayant recours à un prêt (dans le cas d'une société, l'attestation doit concerner la société)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autorisations ou accords (permis de construire, déclarations ...) pour la réalisation du projet	Tous les demandeurs concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation et plan de masse des travaux		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Mandat – Pouvoir ou délégation	Tous les demandeurs concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Récépissé de déclaration relatif aux ICPE	Uniquement les projets qui relève de la réglementation ICPE (voir tableau récapitulatif sur la réglementation ICPE applicable aux aires de lavage en annexe)				
K-bis de moins de 6 mois et exemplaire des statuts (1)	Personnes morales privées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Statuts et liste des membres du bureau du CA	Association et fondation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Engagement des adhérents liés à l'investissement		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Récépissé de déclaration en préfecture ou de la publication au JORF <sup>(1)</sup>	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Délégation de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Association et Porteurs publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Attestation du pouvoir signataire	Tous les demandeurs concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Copie de la carte d'identité	Tous les demandeurs concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

(1) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au guichet unique après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire [\_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_]. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du guichet unique. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

(2) si ces pièces ne sont pas jointes au dépôt du dossier.

# ANNEXE

## Réglementation ICPE applicable aux aires de lavage

Porteur du projet	Propriétés des matériels utilisant l'aire	Situation au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) rubrique 2795	Déclaration ICPE à faire	Opération dont relève le projet
Aire de lavage collective réalisée par un porteur non agricole : Structure juridique dédiée (type SARL, association,...) associant plusieurs « AGRICULTEURS » (catégorie de bénéficiaires de l'opération 4.1 E)	Uniquement les matériels appartenant aux agriculteurs associés de la structure juridique qui porte le projet	Non soumis à ICPE 2795	NON	4.3 A
	Accueil de matériels d'autres exploitants non associés à la structure qui porte le projet	Soumis à ICPE 2795	OUI	
Aire de lavage collective (porteur non agricole) associant une CUMA et des « AGRICULTEURS » (catégorie de bénéficiaires de l'opération 4.1 E)	Uniquement les matériels appartenant à la CUMA et aux agriculteurs associés de la structure qui porte le projet	Non soumis à ICPE 2795	NON	4.3 A
	Accueil de matériels autres que ceux appartenant à la CUMA et aux agriculteurs associés de la structure qui porte le projet	Soumis à ICPE 2795	OUI	
Aire de lavage collective portée par une collectivité territoriale, un établissement de coopération type syndicat, une entreprise	Matériels appartenant à des tiers	Soumis à ICPE 2795	OUI	4.3 A